

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 634 27 OCTOBRE 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

Didier DECOIN raconte dans une interview à Famille Chrétienne comment un 8 décembre il rencontra Jésus d'une façon surprenante. Le matin, après une nuit à genoux, il s'est dit : « Il fait Dieu »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

JEAN SARKOZY

Aux toutes dernières nouvelles, il semble que les efforts désespérés du président de la république pour placer son fils à la tête de l'EPAD ne soient pas couronnés de succès. En effet, un repli stratégique a été réalisé. Le fils a « accepté » d'être nommé administrateur mais n'a pas sollicité la présidence.

Cette histoire tragi-comique montre en fait en grandeur nature certains traits de la République Fromagère.

D'abord le butin qui se présente est absolument gigantesque. Il est d'autant plus important qu'il est projeté actuellement un agrandissement considérable du périmètre de la Défense. Celle-ci pourrait être quadruplée et ce serait grand dommage pour les communes qui seraient absorbées de ce fait. Mais l'intérêt financier d'avoir la main sur des opérations immobilières si considérables passe avant toute considération sur le bien commun.

Ensuite, benoîtement, pour justifier la candidature du fiston, les courtisans qui, dans tout système totalitaire sont nombreux, n'ont pas hésité à dire que le rôle du président de l'Epad n'est pas très important : alors pourquoi un président et pourquoi cette course au butin ?

Et puis dans la hâte, certains ont indiqué que le poste n'était pas rémunéré. Nous savons tous que l'essentiel dans ce type de poste n'est pas la rémunération qui est mineure par rapport au total ; l'essentiel se trouve dans les avantages indirects qui sont innombrables et représentent beaucoup, beaucoup d'argent.

Pour permettre au faux étudiant d'être administrateur, l'on a délogé brutalement un autre administrateur qui a été prié de démissionner. Dans la République Fromagère, les services sont toujours rémunérés et le personnage a été nommé au conseil économique et social où il pourra dormir d'un bon sommeil en attendant, qui sait, une autre prébende.

Enfin, la cour présidentielle a ajouté que le jeune Sarkozy apprenait très vite. C'est une confirmation « amusante » de l'existence d'un avantage indirect des Hommes de l'État, dont personne ne parle jamais. C'est le droit à la formation gratuite quitte à faire couler la boîte si l'on se trompe.

Ce sont les mêmes qui détruisent la formation professionnelle des adultes, ainsi que nous l'avons souvent montré, et qui détruisent l'éducation nationale.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

FRANCE TELEVISIONS

La gestion de France Télévisions est très sévèrement accusée par la Cour des Comptes. Un rapport de 222 pages est sorti à ce sujet. Les pertes financières sont impressionnantes, la masse salariale est démesurée, il y a de graves négligences dans le choix des programmes, les plans de départs volontaires sont insuffisants. Il est donc prévu une perte tout à fait considérable et pas de retour à l'équilibre avant 2011. En attendant, le taux d'audience est en érosion constante.

L'ELECTION DE DOUILLET

David Douillet a été élu par 52,10 % des voix et l'UMP crie à la victoire. En fait, c'est une déroute car contenu des abstentions l'on peut estimer que le nouvel élu ne représente à peu près que 17 % du corps électoral.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

VACLAV KLAUS

Un lecteur s'interroge et nous interroge.

Le président tchèque portait jusqu'ici tous les espoirs des opposants à la constitution européenne qui sont extrêmement nombreux dans tous les pays soumis à la dictature de l'Europe. Dans tous ces pays, il est connu que les citoyens sont très peu favorables à la constitution d'un État fédéral européen tel qu'il peut éventuellement se mettre en place.

Malheureusement il semble que le président tchèque soit en train de baisser la garde. Il restera comme fragile espoir l'attitude des conservateurs anglais si finalement ils arrivent au pouvoir.

Quelle est la raison pour laquelle le président tchèque abandonnerait sa résistance ? En effet, il est habitué aux combats solitaires pour la vérité et il a toutes les qualités nécessaires pour gagner un tel combat.

Y a-t-il eu des tractations secrètes dans lesquelles nous ne sommes pas invités et qui se passent avec notre argent, c'est-à-dire l'argent volé par les États aux honnêtes citoyens ? C'est une possibilité.

NDLR : Vous avez raison. Que dire et que penser ? Ne comptons pas sur les médias pour nous renseigner.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

COMMUNIQUE : Depuis un certain temps, les destinataires habituels du flash ne l'ont pas reçu. Je les prie de m'excuser. Cette absence s'explique par des changements informatiques plus longs que prévus. Maintenant, ils sont terminés et j'espère que c'est pour un service amélioré. En tout état de cause il continuera à être diffusé dans l'édition hebdomadaire de TOCQUEVILLE MAGAZINE.

LUNDI 26 OCTOBRE 2009

LE GRAND GASPILLAGE

Tout le monde sait que les gaspillages étatiques sont, pour une large part, à l'origine de la ruine du peuple français, à cause des impôts qu'ils génèrent et de l'endettement public absolument épouvantable auxquelles ils conduisent.

Un grand hebdomadaire vient de consacrer plusieurs pages à 50 exemples de gaspillages avec des idées pour les supprimer. C'est l'occasion d'examiner le problème en profondeur, ce qui mènera à des conclusions qui étonneront certains lecteurs.

Nous n'allons pas citer tous ces 50 gaspillages, mais focaliser l'attention sur certains d'entre eux.

Le journal donne l'exemple des retraites de la fonction publique qui sont, à divers titres, scandaleuses et demande d'aligner le système des retraites du public sur le privé. Ce prétendu remède est tout à fait inefficace bien que le journal annonce un gain d'un milliard d'euros par an. En fait, l'on ne voit pas du tout comment les retraites privées seraient améliorées de la sorte car il n'y a pas de canal de communication entre les retraites publiques et les retraites privées : comment l'argent arriverait-il et par quels moyens pour sauver les retraites privées en perdition ? Ajoutons, pour faire bonne mesure, qu'un fonctionnaire à la retraite coûte bien moins cher à la communauté nationale qu'un fonctionnaire au travail. La seule mesure efficace, serait de ne pas empêcher les fonctionnaires de partir en retraite, mais tout simplement de ne pas les remplacer.

Un autre exemple est celui des faux arrêts de maladie dans la fonction publique. À la différence du privé, il y a aucun délai de carence et l'État ne les contrôle pratiquement pas. Dans certaines administrations, c'est une maladie chronique : en moyenne, 19 jours de congés par an pour raisons de santé dans la police et 23 jours dans les services parisiens du ministère de l'outre-mer. Le journal prend la précaution de dire que le gain dans ce domaine à la suite d'une remise en ordre se dégagerait « à moyen terme », c'est-à-dire jamais. Il se garde d'indiquer que les jours d'absence dans le ministère de l'outre-mer ne nuisent guère à l'efficacité de quoi que ce soit : nous avons montré depuis longtemps que ce ministère ne servait à rien.

La Banque de France : à juste titre le journal épingle le réseau vaste et obsolète qui comporte 96 succursales avec des effectifs pléthoriques, des agents cumulant les avantages du public et du privé, un intéressement, des logements de fonction, l'emploi à vie... . Le remède proposé est d'engager des réformes importantes, mais il est indiqué franchement que c'est « surtout pour l'exemple », point de vue que nous ne partageons pas car l'argent devrait revenir au public sous forme de baisse d'impôts. Le journal ne dit pas que le travail réellement utile est extrêmement rare à la banque depuis la création de l'euro et que le gouverneur ainsi que son entourage cherchent désespérément des tâches à remplir pour justifier le temps des employés.

Revoir la carte des hôpitaux : c'est le titre d'un paragraphe. En fait, l'hôpital public est le théâtre d'un gaspillage phénoménal. Les comparaisons les plus honnêtes montrent que les cliniques privées ont un rapport qualité-prix très supérieur aux hôpitaux publics. Le journal rend hommage à la réforme Bachelot dans la réorganisation des hôpitaux sur le territoire mais, en fait, elle est très largement insuffisante. Il reconnaît que l'amélioration ne peut être qu'à long terme. Il ne parle pas de la privatisation des hôpitaux publics qui est la seule véritable solution : non seulement, elle dégagerait des capitaux permettant, avec un ensemble d'autres mesures, de réduire les impôts mais, en plus, elle stimulerait les hôpitaux restant publics par le jeu de la concurrence.

D'une façon surprenante le journal présente comme un gaspillage le fait que la CSG, impôt qui rapporte beaucoup à l'État, ne dispose que d'une assiette trop étroite. Il propose d'étendre cette assiette à des éléments qui aujourd'hui lui échappent et calcule le gain à 200 à 300 millions d'euros par an. Cela en dit long sur la pollution générale des idées. Tous les impôts et, en particulier, cet impôt sont meurtriers pour l'économie et vouloir l'étendre est vraiment criminel. Le véritable objectif serait au contraire de supprimer les dépenses et également en même temps de supprimer des impôts.

Un autre exemple se situe dans le plafonnement des aides sociales à Mayotte. Le journal critique les transferts d'argent public vers cette île lointaine qui, après avoir obtenu la transformation de son statut dans celui de département va toucher le gros lot. La conséquence est que la population croît à une grande vitesse notamment en raison d'une immigration clandestine. Le Sénat a indiqué que : « sur plusieurs années la départementalisation engagera un effort financier exceptionnel de l'État ». Bien sûr, ce serait intéressant d'arrêter l'hémorragie du côté de Mayotte. Mais la véritable mesure devrait être de réduire et même de supprimer la plupart des aides sociales et, ceci, pour toutes les catégories de population.

Les courageux pompiers n'échappent pas à la vigilance du journal. Tout est à revoir dans l'organisation des services départementaux d'incendie et de secours : il y a des sur-effectifs, et peu de travail par rapport au nombre des pompiers. Les élus paraît-il sont sensibles à ce problème. Sans nier le courage de ces pompiers il y aurait donc beaucoup à gagner avec une meilleure gestion.

Il serait possible de continuer l'énumération et de constater que l'argent fuit de partout : c'est ce que j'appelle la « rivière argentée ». Arrêtons-nous ici pour analyser.

Les remèdes proposés sont largement insuffisants et, parfois, quasi nuls ou, encore renvoyés au moyen terme. Cela montre la complicité objective entre la « grosse » presse et le pouvoir, car la rivière argentée arrose aussi et fort généreusement les journalistes.

Un point que nous avons souvent mis en lumière devient évident : il ne faut pas réformer l'Etat car cela n'aboutit qu'à prolonger le cataclysme en faisant croire qu'il est possible d'y parvenir. Or, le système est irréformable : la kyrielle des usines à gaz est si enchevêtrée que personne ne peut y toucher d'une façon valable.

Actuellement le Sénat et l'Assemblée font part d'efforts émouvants pour soi-disant réduire leur train de vie, mais il n'est pas question de rendre quoi que ce soit de l'argent qui est prélevé abusivement sur les contribuables : les petites économies se perdront dans les sables.

Prétendre réformer c'est aussi enrichir de nombreux camarades dans les fonctions spécialement créées à cet effet, dont des ministères complets !.

Nous avons souvent dit qu'il faut à la France un pouvoir « Libérateur ». Tout le pays, en effet, gémit sous le poids de l'étatisme dont il est urgent de se libérer. Tous les maux dont nous nous plaignons à juste titre proviennent de l'intervention abusive de la puissance publique dans le fonctionnement de toute l'économie.

Rappelons quelques-uns de ses maux : chômage terrifiant, paupérisation générale de la société, destruction des industries, retraites en lambeaux, système de santé en déroute, 500 villes soumises aux dictateurs de la drogue et bien d'autres catastrophes.

Un pouvoir libérateur devrait faire ce que Monsieur Sarkozy aurait du et pu lui-même faire en 2007, c'est-à-dire supprimer totalement des tâches étatiques et ceci sans aucun délai. Dans la foulée, cela permettrait non seulement de rembourser des dettes criantes avec les effets induits mais de supprimer d'un seul coup certains grands impôts parfaitement destructeurs. L'effet de prospérité sur l'ensemble de l'économie se dégagerait à grande allure et permettrait dans la foulée d'engager d'autres suppressions.

La seule objection est que le système politique français est tellement bouclé au sommet qu'un pouvoir libérateur ne peut pas arriver dans un processus normal : en 2007, les prétendus nouveaux n'étaient que des anciens recyclés.

Il est à espérer que les Libérateurs arrivent mais à craindre qu'ils surviennent dans le sang et les larmes. La seule consolation est que ces circonstances favoriseront en fait le nettoyage des écuries d'Augias.

Michel de PONCINS

CITATION

PIE XI :

« Le communisme est intrinsèquement pervers et l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne »

REVUE DE PRESSE

PRIX NOBEL

Le monde a été stupéfait de l'attribution du prix Nobel de la paix à Barak Hussein OBAMA et le récipiendaire lui-même semble assez gêné puisque jusqu'à présent il n'a fait que la guerre.

Mais à cette occasion il s'est produit une désinformation extraordinaire. En effet, il avait été indiqué à la presse que la décision avait été très tardive ce qui expliquait la surprise. Or l'on vient d'apprendre, par la même presse, que les statuts du comité Nobel précisait que le choix pour le prix Nobel de la paix devait intervenir dès le 1er février au plus tard. C'était donc un coup monté depuis longtemps et alors que le lauréat venait tout juste d'arriver au pouvoir.

Il en résulte bien que le choix est un choix purement raciste ainsi que nous l'avons signalé.

ABSENTEISME DES FONCTIONNAIRES

Selon l'excellent hebdomadaire « les quatre vérités », il est indiqué que 10 % du budget de l'État sert à payer les fonctionnaires absents. Il est connu que les fonctionnaires ont tendance à être plus malades que les autres ce qui ne devrait pas être le cas puisqu'ils ne sont pas surmenés d'une façon générale. Nous ne savons pas si les fonctionnaires abusivement malades sont compris dans ces 10 %.

BREVES ET LONGUES

LES PECHEURS DU DIMANCHE

Bruxelles se comporte comme une véritable dictature intervenant dans tous les détails de la vie publique et de la vie privée. Les manipulateurs de l'organisation détestent les indépendants et parmi eux les patrons pêcheurs. La pêche souffre grandement des interventions de l'Europe et en particulier des quotas qui sont imposés selon le bon plaisir des commissaires européens. Jusqu'à présent, cependant, les pêcheurs du dimanche étaient indépendants.

Cette belle indépendance est peut-être finie. L'idée de départ est de prendre en compte l'impact des volumes pêchés par les simples particuliers pour calculer les quotas alloués aux professionnels. En effet, la pêche des privés atteint de grandes proportions dans certains pays comme l'Allemagne ou la Suède.

Bien entendu, comme toujours l'enfer est pavé de bonnes intentions : dès lors que l'on commence à réglementer quelque part, la marée noire de la réglementation ne cesse de s'étendre et c'est inévitable. Devant les protestations, il est proposé de limiter la réglementation à certaines espèces supposées vraiment menacées. Soyons sûrs que ce n'est que partie remise.

TAXE CARBONE : GROS MENSONGES

Comme dans toute action étatique, les pouvoirs publics s'efforcent de faire passer l'inacceptable en déclenchant de la publicité. C'est ainsi que pour promouvoir la taxe carbone, ils font imprimer un million de tracts.

Bien entendu, pour faire passer la pilule ils actionnent l'effet de panique : la première page du tract représente une planète en feu.

Ensuite, un gros mensonge est avancé : « la taxe carbone n'est pas un impôt supplémentaire ».

L'on s'empresse après d'indiquer que « les Français qui ont modifié leur comportements en consommant moins d'hydrocarbures bénéficieront du bonus et réduiront leur facture énergétique ». Il est pas ajouté à l'usage des benêts qu'ils seront ruinés par ailleurs et d'une autre façon par la politique du gouvernement.

Personne jusqu'à présent n'a chiffré le coût de cette campagne ridicule et disons-le odieuse.

Dans le système socialiste il y a toujours plusieurs punitions pour les citoyens. La taxe carbone est une première punition par la surcharge fiscale, la deuxième punition est l'obligation de suivre certains comportements et la troisième punition est de devoir financer une campagne publicitaire avec l'argent qui nous est volé.

Enfin pour des personnes qui prétendent aimer la nature, ce sont des dizaines d'arbres qui disparaissent !

INTELLIGENCE ECONOMIQUE

Une nouvelle délégation interministérielle vient d'être créé. L'heureux nouveau fromager vient d'être nommé : il vient du privé et reçoit le titre de Délégué interministériel à l'intelligence économique.

Bien entendu, l'intelligence économique est importante. Mais il est bien plus important pour les activités économiques françaises de diminuer les effectifs surtout au plus haut niveau de l'État. Un délégué interministériel veut signifier que rien ne marche entre les divers ministères intéressés et qu'il va se lancer dans une foule de parlottes pour accorder les violons, sans compter les frais propres que sa prestigieuse fonction va générer.

LE COMBAT POUR LA VIE

Une bonne nouvelle est la gigantesque manifestation qui s'est produite à Madrid contre une loi assouplissant les conditions de l'avortement. Cette manifestation à laquelle les évêques ont apporté leur accord a rassemblé plus de 2 millions de personnes.

Cela veut dire que dans un problème aussi grave que la vie des petits à naître il est possible d'organiser la résistance. Nous espérons sans trop y croire que les évêques français finissent par le comprendre.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

LA PROPRIETE

« L'essentiel n'est cependant pas là. Quand bien même (ce qui est fort douteux) la planète serait purgée du bolchevisme, le processus général de communisation des sociétés, actuellement en cours, n'en serait pas fondamentalement perturbé, tout au contraire.

Les privatisations, dénationalisations et autres « succès de l'économie de marché » dont l'Occident se gargarise, en feignant d'y voir autant de symboles du triomphe final de la rationalité économique sur les forces obscures du totalitarisme, détournent en réalité notre

attention du seul phénomène important à considérer en ce domaine. C'est celui du déclin général de la propriété dans le monde. Tous les théoriciens du communisme ont vu dans la disparition de la propriété un phénomène si lourd de conséquences qu'ils l'ont assimilé à la condition non seulement nécessaire, mais suffisante, de la réalisation de l'idée communiste. C'est ce qui se produit aujourd'hui sous nos yeux : l'exténuation, prodigieusement rapide, de la propriété, est en train de créer les conditions de la collectivisation voulue par Marx. Et ceci dans le temps même où ses héritiers directs désertent, provisoirement, l'avant-scène de l'histoire !

Observons d'abord cette agonie de la propriété sous le poids des servitudes qui l'accablent depuis la dernière guerre, jusqu'à en remettre en cause (même dans les sociétés se proclamant bruyamment libérales) les formes classiques. Lorsque la propriété donne lieu à des prélèvements si onéreux que sa simple conservation représente une charge ; lorsque sa jouissance et sa transmission sont frappées de tant d'interdits qu'elles se trouvent quasi entravées, ne peut-on pas dire que sa disparition est pratiquement acquise ? En tant que foncière, immobilière, voire classiquement financière, la propriété, coûtant plus cher qu'elle ne rapporte, tombe d'elle-même, sous nos yeux, dans une évidente désuétude. La désaffection et même la méfiance naissante qu'on éprouve à son égard ne s'expliquent cependant pas que par une rentabilité devenue de plus en plus négative ; elles tiennent à une raison plus profonde, inhérente à la logique du contrat social qui la fonde. La propriété, qui n'est rien en dehors du cadre juridique en arrêtant les modalités d'exercice, est entièrement tributaire, pour son développement, de la fiabilité du droit qui la régit et en particulier du droit fiscal, déterminant en la matière. Celui-ci est devenu de nos jours si mouvant (et de surcroît rétroactif) que le propriétaire d'un jour ne sait littéralement plus s'il lui sera possible de le demeurer le lendemain, les « règles du jeu », comme on dit, changeant en permanence selon les intérêts des lobbies qui manipulent la volonté générale. L'incertitude assurée, au plan moral, et le manque à gagner au plan économique, conjuguant leurs effets, c'est tout le système qui s'effondre.

Mais il y a plus. Si la propriété s'effondre si vite, c'est aussi parce que notre mentalité occidentale en est venue à la considérer comme positivement indésirable. Pour qui entend jouir de la vie au jour le jour, satisfaire coûte que coûte des désirs dont la rencontre de la technologie contemporaine et des médias suscite l'explosion ininterrompue, la propriété devient un obstacle au bonheur. En effet, le minimum de fixité et de détermination, comporté par les choses sur lesquelles elle porte réduit d'autant la palette des jouissances qu'elle pourrait autoriser. Posséder, par exemple, un poste de télévision devient, à la limite, irrationnel lorsqu'on sait que des modèles plus performants ne manqueront pas dans quelques mois de le rendre caduc ! A la propriété d'une « chose » incarnant déjà, du fait de ses limites, un futur « manque à jouir », nous préférons aujourd'hui de beaucoup la possibilité d'une disposition permanente d'objets toujours changeants, seuls capables d'épouser le flux bondissant de nos désirs, que toute canalisation injurieuse et inutile. En d'autres termes, à l'avoir du bien se substitue désormais l'usage papillonnant d'objets « de passage », les seuls qui puissent répondre réellement à nos besoins consommatoires de « modernes ».

L'exigence d'un pouvoir d'achat sans cesse accrue (exigence que tous les politiciens d'aujourd'hui ratifient en chœur) ne fait qu'exprimer, en termes populaires, le phénomène ci-dessus évoqué. »

Claude POLIN et Claude ROUSSEAU 1997 in La cité dénaturée.

FIN